



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAR

PRÉFECTURE
DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
Bureau de l'environnement et du développement durable

Toulon, le **30 JAN. 2018**

Arrêté préfectoral portant mise à jour de classement et modification des prescriptions réglementaires applicables aux installations de la société Fayence Assainissement à Tourrettes

Le préfet du Var,
Officier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 23 août 2016 nommant M. Jean-Luc VIDELAINE préfet du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-68 / PJI du 28 septembre 2017 portant délégation de signature à M. Serge JACOB secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 août 1986, modifié notamment par les arrêtés complémentaires des 9 septembre 2009 et 23 mars 2012, portant autorisation d'exploiter des installations de traitement de déchets par la société SARL Fayence Assainissement, situées quai Jas de la Maure à Tourrettes (83440) ;

Vu la lettre de la société SARL Fayence Assainissement du 27 mars 2017, complétée par celle du 28 août 2017, sollicitant le déclassement de ses activités au titre de la rubrique 3531 de la nomenclature des installations classées, au regard du volume de déchets non dangereux traité sur le site d'exploitation ;

Vu le rapport du 23 octobre 2017 de l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement présenté au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Var le 10 janvier 2018 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté complémentaire à l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire le 27 novembre 2017, l'observation émise par celui-ci par lettre du 7 décembre 2017, et sa prise en compte au sein du présent arrêté ;

Considérant qu'il peut être répondu favorablement à la demande de l'exploitant et qu'il convient, dès lors, de modifier les prescriptions réglementaires compte tenu de l'évolution des conditions d'exploitation du site ;

Considérant que les prescriptions contenues dans le présent arrêté sont de nature à préserver les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

ARRETE

Article 1

La société SARL Fayence Assainissement est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs, modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de ses installations, situées quai Jas de la Maure à Tourrettes (83440),

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté complémentaire du 23 mars 2012 sont abrogées et remplacées comme suit :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique*	Volume de l'activité*
2791-1	Autorisation	installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques : 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971. la quantité de déchets traités étant : 1. supérieure ou égale à 10 t/j.	49 t/j

* t/j=tonne/jour

Article 2

Un débitmètre enregistreur est placé en sortie du bassin circulaire de 130 m³. Ce dispositif est couplé à une alarme sonore, audible en tout point de l'installation, se déclenchant automatiquement dès les 45 tonnes de déchets traités.

Une procédure d'intervention, en cas de déclenchement de l'alarme, est établie et portée à la connaissance du personnel du site.

L'alarme est testée 1 fois par mois.

L'épandage des effluents traités est interdit en cas d'indisponibilité du débitmètre et/ ou de l'alarme.

Les résultats des tests et des interventions techniques sur les dispositifs précités, ainsi que les volumes d'effluents traités, sont consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3

Dans les 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, le site dispose d'un volume de rétention des eaux pluviales de 2872 m³ du fait de la mise à disposition de 3 bassins dénommés

A, B et C. Le volume considéré est calculé après déduction du volume des pluies tombées au droit des 3 bassins sur une période de 24 heures.

Ces bassins sont maintenus vides en permanence.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées contenues dans ces bassins sont renvoyées par pompage, dès que possible, vers la lagune n°1 pour être traitées comme déchets.

Article 4

Une copie de l'arrêté est déposée aux archives de la mairie de Tourrettes, mise à la disposition de toute personne intéressée et affichée en mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Tourrettes fera connaître par procès verbal adressé à la préfecture du Var l'accomplissement de cette dernière formalité.

La copie de l'arrêté pourra être consultée sur le site Internet de la préfecture du Var.

Article 5

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Toulon en application des dispositions de l'article R 181- 44 du code de l'environnement :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de ce même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, dans le délai de deux mois, qui prolonge de deux mois les délais ci-dessus.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire de Tourrettes et l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence – Alpes – Côte d'Azur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au sous-préfet de Draguignan, au directeur départemental des territoires et de la mer, au directeur de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi qu'au directeur départemental des services d'incendie et de secours du Var.

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Serge JACOB